

## **ANNEXE “A” – ÉNONCÉ DE TRAVAIL**

### **Plans et devis**

#### **Traçage de lignes sur la chaussée en 2017, 2018 et 2019**

#### **Parcs nationaux Banff et Jasper, en Alberta**

#### **Parcs nationaux Yoho, Kootenay, des Glaciers et du Mont-Revelstoke, en Colombie-Britannique**

### **1. Description des travaux**

Les travaux consistent en la fourniture de peinture et de billes de verre et en le traçage de lignes sur la chaussée, tel qu'indiqué dans le présent document. Le contrat prévoit également le marquage en diagonale des îlots. La période contractuelle s'échelonne de la date d'attribution jusqu'au 1 juillet 2019. Les travaux doivent être terminés au plus tard aux dates d'achèvement des jalons indiquées dans la présente.

### **2. Emplacement**

Les lignes de circulation doivent être tracées sur les routes principales, secondaires et locales et sur les lotissements urbains situés dans les sept parcs nationaux suivants : Banff et Jasper (Alberta) et Yoho, Kootenay, des Glaciers et du Mont-Revelstoke (Colombie-Britannique). Voir les annexes A et B pour obtenir de plus amples renseignements.

### **3. Calendrier**

Deux semaines avant le début des travaux, l'entrepreneur doit soumettre un calendrier détaillé aux fins d'approbation par le représentant du Ministère. Ce calendrier doit être mis à jour aussitôt que des changements surviennent puisque Parcs Canada s'y fiera pour s'assurer que les endroits à tracer sont propres avant l'application de la peinture. L'entrepreneur doit également fournir au représentant du Ministère une radio portative par équipe de traçage; la radio doit pouvoir transmettre des messages et en recevoir de tous les véhicules de traçage du convoi, **ou** l'entrepreneur doit fournir au représentant du Ministère une copie de sa licence radio accompagnée d'une lettre autorisant Parcs Canada à utiliser sa fréquence pour transmettre des messages.

L'entrepreneur ne sera pas autorisé à travailler lors des longues fins de semaine suivantes :

#### **Jours fériés :**

Longue fin de semaine de la fête de Victoria :

De 7 h le vendredi précédant à 7 h le mardi suivant

Longue fin de semaine de la fête du Canada :

De 7 h le vendredi précédant à 7 h le mercredi suivant

Longue fin de semaine de la Fête du patrimoine ou de la Fête de la Colombie-Britannique :

De 7 h le vendredi précédant à 7 h le mardi suivant

Longue fin de semaine de la fête du Travail :

De 7 h le vendredi précédant à 7 h le mardi suivant

#### **Calendrier de traçage de lignes :**

##### **1) Achèvement du jalon – phase 1 :**

- i. L'entrepreneur doit terminer le programme de traçage de lignes suivant au plus tard le jeudi précédant la longue fin de semaine de la fête de Victoria. Cette exigence s'appliquera à toutes les années prévues par le contrat. L'entrepreneur doit :

- a. Noter que la route est élargie à quatre voies tout au long du parc national Yoho.
- b. Tracer toutes les lignes sur la Transcanadienne dans le parc national Banff entre l'échangeur de la promenade des Glaciers (kilomètre 73) et la frontière avec la Colombie-Britannique (kilomètre 82,5). Le kilomètre 0,0 est situé à l'entrée est de Banff.
- c. Tracer toutes les lignes sur la Transcanadienne dans les parcs nationaux Yoho, des Glaciers et du Mont-Revelstoke.

**Parcs Canada veillera à ce que le prétraçage soit effectué et à ce que la chaussée soit nettoyée avant le traçage de lignes prévu au calendrier approuvé.**

2) Achèvement du jalon – phase 2 :

- ii. L'entrepreneur doit terminer le traçage des lignes restantes et le marquage en diagonale au plus tard le jeudi précédant la longue fin de semaine de la fête du Canada. Cette exigence s'appliquera à toutes les années prévues par le contrat. L'entrepreneur doit :
  - a. Tracer toutes les lignes sur les routes 16 et 93N dans le parc national Jasper.
  - b. Tracer toutes les lignes sur la route 93S dans les parcs nationaux Banff et Kootenay.
  - c. Tracer toutes les lignes restantes sur la Transcanadienne dans le parc national Banff.
  - d. L'entrepreneur doit accorder la priorité à la Transcanadienne et à la route 16.
  - e. Le représentant du Ministère définira les emplacements des routes secondaires où des lignes doivent être tracées d'ici la fin mai et pourra définir d'autres travaux prioritaires, comme les lotissements urbains.

**Parcs Canada veillera à ce que le prétraçage soit effectué et à ce que la chaussée soit nettoyée avant tout traçage de lignes prévu dans le secteur.**

**4. Documents soumis par l'entrepreneur**

La présente section décrit les plans, les programmes et les documents exigés lors de chaque année du contrat, avant la mobilisation sur place et pendant la phase de construction.

**a) Documents de prémobilisation**

- Formulaire « Attestation et preuve de conformité en matière de santé et de sécurité au travail » dûment rempli.
- Preuve des permis commerciaux applicables de Parcs Canada.
- Calendrier de projet – l'entrepreneur doit fournir au représentant du Ministère un calendrier détaillé indiquant les jours de travail et la main-d'œuvre nécessaires à l'achèvement de chaque phase du projet.
- L'entrepreneur doit également fournir au représentant du Ministère une radio portative par équipe de traçage; la radio doit pouvoir transmettre des messages et en recevoir de tous les véhicules du convoi. S'il le préfère, l'entrepreneur peut plutôt lui faire parvenir une copie de sa licence radio accompagnée d'une lettre autorisant Parcs Canada à utiliser sa fréquence pour recevoir et transmettre des messages.
- Voie hiérarchique de l'entrepreneur – l'entrepreneur doit fournir une liste de son personnel clé, notamment les noms, les postes et les numéros de téléphone.

- Plan de travail – l'entrepreneur doit soumettre un plan de travail décrivant les méthodes qu'il prévoit employer ainsi que le nombre prévu d'unités et d'employés sur place.
- Résultats d'analyse de laboratoire des matériaux – à soumettre au représentant du Ministère aux fins d'approbation.
- Plan de contrôle de la qualité décrivant les procédures de l'entrepreneur pour maintenir la qualité des travaux au niveau précisé dans le devis. Le plan doit comprendre des inspections de nuit visant à vérifier la rétroreflectivité des lignes.
- Plan de gestion de la circulation conforme au devis.
- Copie du plan de santé et de sécurité de l'entrepreneur.
- Protocole d'intervention en cas d'urgence décrivant les procédures de l'entrepreneur pour gérer les situations d'urgence.
- Preuve de l'assurance responsabilité civile commerciale au niveau précisé dans le contrat.

**b) Documents relatifs au projet**

- Rapports d'inspection de contrôle de la qualité
- Rapport quotidien de production de peinture indiquant les quantités utilisées sous chaque article de prix unitaire prévu au contrat. **Ce rapport doit être transmis quotidiennement à Parcs Canada.**

**c) Documents à soumettre à l'achèvement du projet**

- Rapports de contrôle de la qualité
- Résumé des rapports quotidiens de production de peinture

**5. Matériaux : Peinture et billes de verre**

La présente section précise les exigences relatives à la peinture et aux billes de verre pour chaque année du contrat :

- a) À moins d'avoir obtenu une autorisation écrite de la part du représentant du Ministère, l'entrepreneur utilisera les matériaux suivants :
  - i. Peinture de démarcation routière, matériau thermoplastique et billes de verre conformes à la liste des produits reconnus (ou l'équivalent) d'au moins une des organisations suivantes :
    1. Ministère des Transports et de l'Infrastructure de la Colombie-Britannique;
    2. Ministère des Transports de l'Alberta;
    3. Département des Transports de l'État de Washington;
    4. Département des Transports de l'Idaho;
    5. Ministère des Transports et des Installations publiques de l'Alaska.
- b) Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que les peintures et les billes de verre fournies répondent aux exigences.
- c) Lors de chaque année du contrat, l'entrepreneur sera responsable de l'achat, de la livraison, de l'entreposage et de la manipulation des peintures et de billes de verre dans les lieux d'entreposage approuvés par le représentant du Ministère, s'ils sont situés dans des parcs nationaux.
- d) Lors de chaque année du contrat, l'entrepreneur devra fournir les installations et les employés qualifiés nécessaires au déchargement, à l'entreposage et à la réception de la totalité des peintures et des billes de verre commandées dès leur arrivée aux sites d'entreposage, peu importe la journée ou le moment de la journée. Il sera également responsable du déchargement et de l'entreposage des matériaux.

- e) Il incombe à l'entrepreneur de vérifier que tous les matériaux livrés et utilisés dans le cadre des travaux sont du type commandé.
- f) L'entrepreneur informera immédiatement le représentant du Ministère de toute modification à la formule de la peinture ou des billes de verre.
- g) Aucune peinture ne peut être diluée ou mélangée avec une autre formule ou tout autre matériau sans l'approbation préalable du représentant du Ministère. Aucune peinture ne peut être utilisée après sa date d'expiration.
- h) L'entrepreneur doit prévenir la contamination des matériaux. La peinture de démarcation routière, les matériaux thermoplastiques et les billes de verre doivent être conservés dans la plage de températures précisée dans les caractéristiques des produits.
- i) Il incombe à l'entrepreneur d'assurer un accès facile et sécuritaire au camion de marquage et aux sites d'entreposage afin que le représentant du Ministère puisse procéder à l'inspection et à l'échantillonnage des peintures et des billes de verre ainsi qu'à la mesure des quantités.
- j) Lors de chaque année du contrat, l'entrepreneur doit, conformément aux directives du représentant du Ministère, retirer rapidement tout matériau inutilisé (peinture, billes de verre, etc.) avant l'arrêt saisonnier des travaux. Tout matériau que l'entrepreneur n'aura pas retiré avant ce moment sera retiré et éliminé par Parcs Canada aux frais de l'entrepreneur.

## **6. Gestion de la qualité**

Lors de chaque année du contrat, l'entrepreneur devra mettre en place un programme d'essais approuvé par le représentant du Ministère afin de garantir que les matériaux fournis répondent aux exigences du contrat. L'entrepreneur doit soumettre tous les rapports de contrôle de la qualité à l'examen du représentant du Ministère. Les articles à prix unitaire englobent le coût de ce programme d'essais, qui ne doit pas être calculé de façon distincte en vue du paiement.

Tous les matériaux feront l'objet d'une inspection, d'un échantillonnage et d'essais supplémentaires effectués par Parcs Canada. À cet effet, l'entrepreneur devra assurer un accès facile, sécuritaire et acceptable pour le représentant du Ministère afin qu'il puisse procéder au processus d'inspection et d'échantillonnage des matériaux, auquel l'entrepreneur collaborera si on le lui demande.

Parcs Canada évaluera au moins trois emplacements afin de vérifier l'étalonnage de l'équipement et de s'assurer que le bon volume de matériau est appliqué. L'entrepreneur doit préciser le volume de peinture et de billes de verre au début et à la fin de chaque section d'essai. Le volume dans les réservoirs à bord doit être mesuré au moyen de l'appareil électronique de l'entrepreneur (instrument de mesure numérique du marquage routier) et d'une jauge.

### **Instrument de mesure numérique du marquage routier**

1. Chaque véhicule de marquage doit être équipé d'un instrument de mesure numérique du marquage routier (IMNMR) qui servira à recueillir des données à un intervalle de 15 secondes maximum tout au long de l'application de peinture.
  - (a) Voici quelques-unes des données à recueillir :
    - (i) date;
    - (ii) heure;
    - (iii) emplacement;
    - (iv) vitesse du véhicule;
    - (v) volume de peinture appliquée (litres);

- (vi) épaisseur de la peinture appliquée (mils mouillés);
- (vii) distance peinte;
- (viii) taux d'application des billes de verre,
- (ix) température de la chaussée;
- (x) température de l'air;
- (xi) température de la peinture.

2. Il incombe à l'entrepreneur de noter avec exactitude la route et l'emplacement précis sur la route sur lesquels portent les données.
3. Si, pour quelque raison que ce soit, l'IMNMR devient inutilisable, l'entrepreneur en informera immédiatement le représentant du Ministère. L'entrepreneur informera le représentant du Ministère de la surface peinte sans l'IMNMR et de la date de remise en service de l'instrument. Si l'instrument doit être hors service pendant au moins cinq jours de fonctionnement, il se peut que l'entrepreneur doive fournir la documentation du fabricant concernant le problème et la date de résolution proposée.

L'entrepreneur est responsable de la qualité des services de marquage routier, conformément à son devis et à son plan qualité, ainsi qu'au présent contrat.

L'entrepreneur doit préparer un plan qualité visant la prestation des services de marquage routier et le transmettre au représentant du Ministère. Son plan qualité doit notamment comprendre les éléments suivants :

- (a) la documentation décrivant en détail tous les processus liés aux services de marquage routier;
- (b) la documentation décrivant les processus de contrôle et d'assurance de la qualité de l'entrepreneur, y compris les détails sur la façon dont les essais suivants seront effectués et consignés :
  - (i) couleur,
  - (ii) dimensions,
  - (iii) taux d'application de la peinture et des billes,
  - (iv) rétroreflectivité :
    - l'échantillon doit consister en 20 mesures prises à des intervalles de 5 mètres sur une même ligne,
    - toutes les mesures de rétroreflectivité doivent être prises sur le même site d'essai; il est possible d'en calculer la moyenne et de consigner cette dernière,
    - l'essai de rétroreflectivité doit être effectué 24 heures après l'application de la peinture, lorsque la surface nouvellement peinte est propre, sèche et exempte de tout surplus de billes,
    - toutes les mesures de rétroreflectivité doivent être recueillies à l'aide d'un rétroreflectomètre Mirolux MX-30, Stripemaster ou Stripemaster 2, ou un appareil équivalent, comme approuvé par écrit par le Ministère. Les mesures doivent être prises par un personnel compétent, conformément aux instructions d'utilisation et aux procédures du fabricant du rétroreflectomètre;
  - (v) épaisseur et uniformité,
  - (vi) visibilité de jour;

- (c) la documentation décrivant les processus de l'entrepreneur en ce qui concerne l'utilisation et le calibrage des IMNMR, ainsi que le suivi des données recueillies par les instruments;
- (d) le processus interne de non-conformité appliqué par l'entrepreneur lorsque des matériaux, des produits ou des services de marquage routier ne respectent pas les conditions du présent contrat. Ce processus doit décrire :
  - (i) les méthodes utilisées pour déterminer la portée de la non-conformité, l'endroit où elle s'est produite, ainsi que la quantité de matériaux et de produits non conformes,
  - (ii) les méthodes utilisées pour résoudre un ou plusieurs cas de non-conformité, qu'il s'agisse de remplacer les matériaux ou les produits, de rectifier un service de marquage routier ou de demander au représentant du Ministère d'approuver la non-conformité,
  - (iii) la façon dont la cause principale de la non-conformité sera déterminée et analysée,
  - (iv) la ou les méthodes utilisées pour garantir que des incidents similaires ne se reproduiront plus à l'avenir,
  - (v) la ou les méthodes utilisées pour déterminer l'efficacité des mesures correctives et préventives,
  - (vi) la façon dont les cas de non-conformité et leur traitement seront communiqués au sein de l'organisation de l'entrepreneur.

## 7. Matériel

L'entrepreneur doit fournir tout le matériel nécessaire à l'exécution des travaux, y compris un **camion de marquage, un (1) véhicule amortisseur d'impact** et **deux (2) véhicules d'escorte**, ainsi que tout l'équipement auxiliaire (chariots élévateurs à fourche, palans, pompes, véhicules de transport, etc.) nécessaire pour charger, décharger et transporter les peintures et les billes de verre.

### 7.1 Camion de marquage

Le camion de marquage doit être automoteur et équipé de manière à satisfaire aux exigences suivantes ou à les dépasser :

- capacité à peindre sur les bandes rugueuses situées sur la ligne centrale;
- deux réservoirs de peinture, chacun d'une capacité minimale de 700 litres, qui alimentent trois lignes afin de permettre une application bicolore simultanée (deux lignes axiales jaunes et une ligne blanche);
- des commandes permettant de régler l'application de la peinture à la longueur de trait requise (lignes discontinues). Chaque pistolet de pulvérisation est doté de commandes et de mécanismes de réglage indépendants, et il doit être actionné à partir de la cabine de conduite;
- les compresseurs doivent avoir une capacité nominale d'au moins 4,25 mètres cubes par minute;
- les distributeurs de billes doivent être commandés électriquement, actionnés à l'air, alimentés par gravité et dotés de commandes qui permettent de régler le débit des billes. Les distributeurs doivent être alimentés à partir d'un réservoir d'une capacité minimale de 800 kg de billes;
- des commandes affichant la quantité (en kilomètres linéaires) de peinture blanche et jaune appliquée, ainsi que la quantité de billes de verre utilisées;
- un système de guidage télévisé ou monté sur un cadre rétractable en A doté d'une roue de guidage et d'un système de pointeur afin d'aider le conducteur à s'aligner sur les lignes existantes;

- un minimum de cinq (5) pistolets de pulvérisation et de distributeurs de billes installés selon la configuration suivante :
  - trois (3) pistolets de pulvérisation et trois (3) distributeurs de billes montés sur une flèche commandée indépendamment et située sur le côté gauche du camion afin de peindre les lignes axiales. Les deux (2) pistolets de pulvérisation et les deux (2) distributeurs de billes extérieurs doivent être positionnés de façon à produire deux (2) lignes de même largeur, séparées par une distance égale à la largeur d'une (1) ligne (100 mm). Le pistolet de pulvérisation et le distributeur de billes intérieurs doivent fonctionner de manière indépendante et être utilisés pour peindre une ligne axiale dans les cas où une seule ligne est requise. Lorsqu'il est nécessaire de peindre une ligne d'une largeur de 200 mm, deux (2) pistolets de pulvérisation adjacents doivent être utilisés simultanément,
  - deux (2) pistolets de pulvérisation et deux (2) distributeurs de perles montés sur une flèche commandée indépendamment et située sur le côté droit du camion afin de peindre la ligne de bordure droite. Lorsqu'il est nécessaire de peindre une ligne d'une largeur de 200 mm, deux (2) pistolets de pulvérisation adjacents doivent être utilisés simultanément;
- équipé pour appliquer de la peinture blanche ou jaune à partir des trois pistolets de pulvérisation montés du côté gauche du camion de marquage, avec la possibilité de passer d'une couleur à l'autre pendant le fonctionnement;
- contrôle des flèches indépendantes, de tous les pistolets de pulvérisation, des distributeurs de billes et des commandes de peinture à partir de la cabine de conduite.

Le représentant du Ministère peut autoriser l'utilisation d'un autre camion, pour autant que l'entrepreneur démontre que ledit camion permet d'obtenir le produit fini désiré.

## 7.2 Véhicules d'accompagnement

Le camion de marquage doit être suivi de près par un **véhicule amortisseur d'impact**, lequel consiste en un camion de cinq (5) tonnes équipé d'un amortisseur d'impact qui répond aux critères d'essai de niveau 3 (zones de travail exposées à une vitesse de 100 km/h) du rapport 350 du National Cooperative Highway Research Program. Le poids du véhicule amortisseur d'impact, y compris le lest, le panneau fléché clignotant et l'amortisseur d'impact fixé au camion, doit se situer entre 6 300 et 12 000 kg.

Le véhicule amortisseur d'impact doit être suivi d'un véhicule d'escorte pesant au moins une demi-tonne. Un autre véhicule d'escorte pesant au moins une demi-tonne est également requis. L'emplacement de ce véhicule variera selon la situation.

## 7.3 Équipement de sécurité

Le camion de marquage et les véhicules d'accompagnement doivent être dotés de l'équipement suivant :

- une radio bidirectionnelle pour les communications vocales. **L'entrepreneur doit être conscient que la technologie cellulaire n'est pas disponible dans la majeure partie de la zone de travail;**

- une balise tournante dotée d'une lentille ambrée d'une hauteur et d'une largeur minimales de 180 mm. La balise doit être installée sur le toit des véhicules afin d'être pleinement visible aux automobilistes venant de l'avant et de l'arrière;
- un panneau fléché séquentiel qui répond aux exigences suivantes :
  - avoir une taille minimale de 0,75 m x 1,52 m,
  - être doté d'au moins 25 lampes ambrées à réflecteur scellé et à capuchon,
  - être équipé d'une commande permettant de régler l'intensité de toutes les lampes du panneau fléché;
- quatre modes de fonctionnement :
  - flèche ou chevron séquentiel gauche,
  - flèche ou chevron séquentiel droit,
  - flèche ou chevron séquentiel double,
  - barre horizontale,
  - les quatre (4) lampes situées dans les coins du panneau clignotent simultanément à une vitesse de 35 à 50 clignotements par minute, et le voyant clignotant est allumé 50 % du temps;
- le panneau fléché doit être commandé à partir d'une console située dans la cabine du véhicule;
- le panneau fléché doit être visible aux automobilistes venant de l'arrière du camion;
- un panneau « véhicule lent ». Le panneau doit être installé à l'arrière du véhicule et être visible au public uniquement lorsque l'opération de marquage est en cours;
- un panneau d'avertissement, installé à l'arrière ou à l'avant du véhicule indiquant « peinture fraîche ». Le panneau doit arborer des couleurs d'avertissement standard; les lettres doivent être d'une hauteur minimale de 150 mm. Le panneau doit être visible au public uniquement lorsque l'opération de marquage est en cours.

## **8. Procédures**

### **8.1 Généralités**

L'entrepreneur peut procéder au marquage routier n'importe quel jour de la semaine, mais il doit être conscient que la circulation est généralement plus dense les vendredis, samedis et dimanches.

L'entrepreneur peut choisir d'effectuer son travail la nuit, s'il dispose d'un éclairage adéquat et qu'il prend les mesures appropriées pour contrôler la circulation.

Il est interdit d'utiliser le camion de marquage dans le sens contraire de la circulation.

Il est interdit de charger du matériel sur les voies de circulation d'une route.

La circulation ne doit pas être arrêtée ni entravée de quelque façon que ce soit, par exemple un ralentissement en dessous de la limite de vitesse indiquée, pendant des périodes de plus de 10 minutes, sauf si cela a été autorisé par le représentant du Ministère. L'entrepreneur doit organiser les travaux de façon à assurer la sécurité des automobilistes et des travailleurs, à minimiser les retards de circulation et à permettre, le cas échéant, aux véhicules de passer sans qu'ils laissent de traces de pneus.

### **8.2 Utilisation des véhicules**



L'entrepreneur doit utiliser tous les véhicules d'accompagnement et le camion de marquage pendant la peinture de toutes les lignes longitudinales. Lorsque les véhicules d'accompagnement sont à l'arrêt, les conducteurs ne doivent pas tenter de contrôler la circulation depuis l'intérieur des véhicules. Au contraire, ils doivent contrôler la circulation à l'extérieur des véhicules lorsqu'il est sécuritaire de le faire. Tous les conducteurs de véhicules d'accompagnement doivent avoir une formation en contrôle de la circulation, ainsi qu'une certification (un atout) de l'Alberta Construction Safety Association ou du B.C. Safety Council.

Les paramètres d'utilisation des véhicules seront déterminés par l'entrepreneur afin d'assurer la sécurité de la circulation. Ils seront fondés sur les conditions spécifiques du site, notamment les distances de visibilité, la configuration géométrique de la route, ainsi que les tendances et les volumes de circulation. L'entrepreneur peut compléter les paramètres d'utilisation typiques indiqués aux présentes avec n'importe quelle combinaison de mesures supplémentaires, telles qu'un amortisseur d'impact sur tous les véhicules, des véhicules d'avertissement avancé, des panneaux de signalisation supplémentaires, du personnel qualifié en contrôle de la circulation, des cônes et des poteaux réfléchissants.

**Deux semaines avant le début des travaux, l'entrepreneur doit soumettre un plan de circulation détaillé aux fins d'approbation par le représentant du Ministère. Le plan de circulation doit indiquer l'emplacement des véhicules et de la signalisation. Il doit également décrire en détail la façon dont l'entrepreneur envisage de tenir compte des déplacements de la circulation dans diverses conditions (deux [2] voies, trois [3] voies, quatre [4] voies divisées, intersections, échangeurs).**

### **8.3 Message sur le panneau fléché**

Le véhicule amortisseur d'impact, les véhicules d'escorte et le camion de marquage doivent tous afficher le même message approprié en tout temps.

### **8.4 Zones à peindre**

L'entrepreneur doit peindre les lignes de délimitation des voies, les lignes de continuité, les lignes de bordure, les lignes axiales et les marquages en diagonale des sections de routes, des échangeurs ou des intersections désignés, ainsi que les lignes des lotissements urbains, des zones de vérification des freins et de pose de chaînes, des haltes routières, des points d'observation, etc. Aux intersections mineures, l'entrepreneur doit uniquement peindre les lignes d'accotement de la route principale jusqu'à un point correspondant sur la bordure de la ligne d'accotement de l'intersection ou selon les instructions du représentant du Ministère.

**Sur les routes de Parcs Canada, il n'existe aucun ratio trait/écart standard pour les lignes discontinues et les lignes de continuité. De plus, la distance entre les lignes axiales et les lignes de bordure ou de délimitation des voies varie. L'entrepreneur doit procéder aux ajustements nécessaires pendant l'opération de marquage afin de s'assurer que les lignes peintes correspondent aux lignes existantes, sauf indication contraire du représentant du Ministère.**

Lorsqu'il est nécessaire de peindre des lignes dans des zones où il n'y a aucune ligne existante, ou encore si des modifications aux lignes existantes sont requises, ces zones doivent être identifiées et délimitées par le représentant du Ministère.

### **8.5 Chaussée et conditions atmosphériques**

La peinture ne doit pas être appliquée dans les conditions suivantes :

- la température de la chaussée se trouve à l'extérieur de la plage recommandée par le fabricant;
- il vente trop fort, et cela peut causer une surpulvérisation;
- la chaussée est mouillée;
- pendant les périodes de pluie;
- la visibilité est inférieure à 700 mètres.

L'entrepreneur doit inspecter les zones à peindre afin de s'assurer qu'elles sont propres, exemptes de sable et de débris et prêtes à être peintes.

L'entrepreneur doit aviser immédiatement le représentant du Ministère s'il estime qu'une zone n'est pas prête à être peinte.

## **8.6 Application de la peinture et des billes**

La peinture doit être appliquée selon une épaisseur de film humide uniforme de 375 microns (37,5 litres par kilomètre linéaire pour une ligne d'une largeur de 100 mm) ou selon les directives du représentant du Ministère.

Sauf indication contraire (lignes larges désignées), toutes les lignes peintes doivent être d'une largeur de 100 mm. Les billes de verre doivent être appliquées immédiatement après la peinture à un taux d'application uniforme de 600 g par litre de peinture.

Au moment de peindre les marquages en diagonale, la peinture et les billes de verre doivent être appliquées de manière uniforme et sans contact entre les billes et la chaussée. Il est recommandé à cette fin d'appliquer environ 0,4 litre de peinture par mètre carré et 600 grammes de billes de verre par litre de peinture.

## **8.7 Retrait de lignes ou de marquages en diagonale mal peints**

L'entrepreneur doit s'assurer que le prétraçage est correct et en quantité suffisante pour garantir le positionnement approprié des lignes et des marquages en diagonale. L'entrepreneur doit aviser immédiatement le représentant du Ministère s'il estime que des zones nécessitent des précisions avant de peindre.

Aucun paiement ne sera versé si les lignes ou les marquages en diagonale sont mal peints ou s'ils ont été peints là où ils n'auraient pas dû l'être. De plus, l'entrepreneur doit retirer ces lignes ou ces marquages en diagonale à ses frais et à la satisfaction du représentant du Ministère. **La méthode et l'équipement utilisés par l'entrepreneur afin de retirer les lignes ou les marquages en diagonale mal peints ne doivent pas endommager la chaussée et seront assujettis à l'approbation du représentant du Ministère.** L'entrepreneur doit retirer les lignes ou les marquages en diagonale dès qu'il reçoit l'avis du représentant du Ministère si ce dernier estime que les lignes et marquages constituent un danger immédiat pour les automobilistes. Dans le cas contraire, les lignes et les marquages en diagonale doivent être retirés dans un délai de 30 jours suivant la réception de l'avis du représentant du Ministère.

## **9. Critères d'acceptation**

Les travaux seront considérés comme acceptables dans les conditions suivantes :

- Les critères relatifs aux dimensions des lignes peintes sont respectés :
  - La largeur des lignes peintes ne dépasse pas 110 mm dans le cas des lignes d'une largeur de 100 mm. Les lignes d'une largeur de 100 mm doivent obligatoirement avoir au moins cette largeur.

- La largeur des lignes peintes ne dépasse pas 210 mm dans le cas des lignes d'une largeur de 200 mm. Les lignes d'une largeur de 200 mm doivent obligatoirement avoir au moins cette largeur.
- Les lignes axiales, de délimitation des voies ou de continuité ne dépassent pas un écart de longueur dimensionnelle maximal de  $\pm 100$  mm par rapport à la longueur des lignes existantes.
- Aucun espace entre les lignes axiales, de délimitation des voies ou de continuité ne dépasse un écart de longueur dimensionnelle maximal de  $\pm 100$  mm par rapport à la longueur des espaces existants.
- Les critères relatifs aux dimensions des marquages en diagonale sont respectés :
  - La largeur des marquages en diagonale se trouve à  $\pm 20$  mm de la largeur dimensionnelle demandée.
  - La longueur des marquages en diagonale se trouve à  $\pm 20$  mm de la longueur dimensionnelle demandée.
  - Aucun espace entre les marquages en diagonale ne dépasse un écart de longueur dimensionnelle maximal de  $\pm 100$  mm par rapport à la longueur des espaces existants.
- Toutes les lignes peintes, y compris les marquages en diagonale, sont d'une largeur égale et exemptes de traces de pneus, d'éclaboussures, de surpulvérisation ou de tout autre défaut.
- Toutes les lignes peintes, y compris les marquages en diagonale, présentent une rétroréflexivité adéquate et uniforme.
- La peinture et les billes de verre doivent répondre aux spécifications du présent contrat.
- La peinture et les billes de verre ont été appliquées aux endroits appropriés.
- Les lignes et les marquages en diagonale mal peints ou peints à des endroits inappropriés ont été retirés à la satisfaction du représentant du Ministère.
- La « quantité quotidienne réelle » de chaque couleur de peinture appliquée représente au moins 95 % de la « quantité quotidienne requise » applicable.
- La « quantité quotidienne requise » chaque jour sera déterminée en fonction du taux d'application de peinture spécifié et de la longueur de chaque ligne de couleur peinte.
- La « quantité quotidienne réelle » de peinture appliquée chaque jour sera déterminée en mesurant le nombre de charges complètes ou partielles pour chaque couleur de peinture.
- Toutes les lignes peintes lors d'une journée où la « quantité quotidienne réelle » est inférieure à 95 % de la « quantité quotidienne requise » ont été repeintes à un second taux d'application d'au moins 95 % du taux d'application spécifié.
- Les billes de verre ont été uniformément appliquées selon le taux d'application spécifié.

Tout travail jugé inacceptable par le représentant du Ministère sera corrigé aux frais de l'entrepreneur et à la satisfaction du représentant du Ministère.

## **10. Clause relative à l'occupation**

### **Phase 1 :**

- a) Pour la phase 1, l'entrepreneur doit être autorisé à louer et à occuper les sites où il travaillera pendant la phase 1, et ce, gratuitement à partir de la date d'attribution du contrat jusqu'à la date d'achèvement prévue (au plus tard le jeudi précédant la longue fin de semaine de la fête de Victoria). Les sites à louer par l'entrepreneur comprennent toutes les routes à peindre pendant la phase 1.
- b) L'occupation du site par l'entrepreneur sera réputée avoir pris fin lorsque les deux conditions suivantes seront remplies à la satisfaction de Parcs Canada :
  - 1. Tous les travaux visés par la phase 1 du présent contrat sont terminés.
  - 2. Tous les défauts ont été corrigés à la satisfaction du représentant du Ministère.

#### **Phase 2 :**

- a) Pour la phase 2, l'entrepreneur doit être autorisé à louer et à occuper les sites où il travaillera pendant la phase 2, et ce, gratuitement à partir de la date d'attribution du contrat jusqu'à la date d'achèvement prévue (au plus tard le jeudi précédant la longue fin de semaine de la fête du Canada). Les sites à louer par l'entrepreneur comprennent toutes les routes à peindre pendant la phase 2.
- b) L'occupation du site par l'entrepreneur sera réputée avoir pris fin lorsque les deux conditions suivantes seront remplies à la satisfaction de Parcs Canada :
  - 1. Tous les travaux visés par la phase 2 du présent contrat sont terminés.
  - 2. Tous les défauts ont été corrigés à la satisfaction du représentant du Ministère.

### **11. Mesure et paiement**

La mobilisation et la démobilisation de l'entrepreneur aux fins d'exécution des travaux en 2017, 2018 et 2019 seront considérées comme accessoires aux articles à prix unitaires 1 à 8 et ne doivent pas faire l'objet d'un paiement distinct. Le paiement doit comprendre la gestion de la qualité, la main-d'œuvre, l'équipement, le matériel, les outils et les accessoires nécessaires à la mobilisation et à la démobilisation requises aux termes du présent contrat.

#### **Articles à prix unitaire 1 et 2 : fourniture de peinture**

Les mesures seront calculées en litres de la quantité quotidienne de peinture utilisée, jusqu'à un maximum de 103 % de la « quantité quotidienne requise ». Des mesures distinctes seront prises pour chaque couleur de peinture. Les quantités seront déterminées en mesurant le nombre de charges complètes ou partielles de peinture utilisées chaque jour.

Le paiement sera versé au prix unitaire applicable par litre pour la « **fourniture de peinture – jaune** » ou la « **fourniture de peinture – blanche** ». Ces paiements constitueront une rémunération complète pour la fourniture, la livraison, le stockage et la manipulation de la peinture, ainsi que pour la main-d'œuvre, l'équipement, les outils et les accessoires nécessaires à l'exécution des travaux avant l'application de la peinture.

Les paiements seront versés uniquement lorsque les rapports quotidiens sur la production de peinture de la période de paye auront été reçus et approuvés par le représentant du Ministère.

Aucun paiement ne sera versé pour les quantités de peinture utilisée en excès de 103 % de la « quantité quotidienne requise ».

Aucun paiement ne sera versé pour les quantités de peinture utilisée lorsque les lignes sont mal faites ou ne respectent pas les critères d'acceptation décrits à la section 9.

Des copies de sauvegarde (factures, documents d'expédition, etc.) seront fournies pour les volumes achetés aux fins du présent contrat.

### **Article à prix unitaire 3 : fourniture de billes de verre**

Les mesures seront prises en kilogramme de la quantité quotidienne de billes utilisées, jusqu'à un maximum de 103 % de la « quantité quotidienne requise ».

Le paiement sera versé au prix unitaire applicable par kilogramme pour la « **fourniture de billes de verre** ». Ces paiements constitueront une rémunération complète pour la fourniture, la livraison, le stockage et la manipulation des billes de verre, ainsi que pour la gestion de la qualité, la main-d'œuvre, l'équipement, les outils et les accessoires nécessaires à l'exécution des travaux avant l'application de la peinture.

Les paiements seront versés uniquement lorsque les rapports quotidiens sur la production de peinture de la période de paye auront été reçus et approuvés par le représentant du Ministère.

Aucun paiement ne sera versé pour les quantités de billes de verre utilisées en excès de 103 % de la « quantité quotidienne requise ».

Aucun paiement ne sera versé pour les quantités de billes de verre utilisées lorsque les lignes sont mal faites ou ne respectent pas les critères d'acceptation décrits à la section 9.

Des copies de sauvegarde (factures, documents d'expédition, etc.) seront fournies pour les volumes achetés aux fins du présent contrat.

### **Articles à prix unitaire 4, 5 et 6 : traçage de lignes sur la chaussée**

Les mesures seront prises en kilomètres de la longueur de lignes peintes. Des mesures distinctes seront prises pour chaque couleur de peinture utilisée. L'espace entre les traits des « lignes discontinues » ne sera pas mesuré aux fins de paiement.

Les paiements seront versés au prix unitaire applicable par kilomètre linéaire pour les « **lignes de peinture sur la chaussée – jaune** » ou les « **lignes de peinture sur la chaussée – blanche** ». Ces paiements constitueront une rémunération complète pour l'inspection des zones à peindre, le stockage temporaire de la peinture pendant l'application, la manipulation et le transport de la peinture entre la zone à peindre et les lieux de stockage, l'application de la peinture et des billes de verre, ainsi que pour la main-d'œuvre, l'équipement, les outils et les accessoires nécessaires à l'exécution des travaux visés par le contrat ou par tout autre ordre de travail pouvant être délivré par Parcs Canada.

L'application des billes de verre, y compris la main-d'œuvre, l'équipement, les outils et les accessoires nécessaires à l'exécution des travaux, doit être considérée comme accessoire aux articles à prix unitaire 4 et 5 et ne doit pas faire l'objet d'un paiement distinct.

Les paiements seront versés uniquement lorsque les rapports quotidiens sur la production de peinture de la période de paye auront été reçus et approuvés par le représentant du Ministère.

Aucun paiement ne sera versé pour les lignes de circulation tracées un jour où les critères d'acceptation n'ont pas été atteints.

Aucun paiement ne sera versé pour les lignes de circulation mal tracées.

L'entrepreneur doit proposer des mesures temporaires de contrôle de la circulation conformes aux politiques et aux lignes directrices actuelles de l'Alberta ou de la Colombie-Britannique en matière de

contrôle temporaire de la circulation dans les chantiers mobiles, et appropriées pour protéger les travailleurs et les usagers de la route pendant la durée du projet.

Les sections 7, Matériel, et 8, Procédures, du présent document énoncent certaines des exigences relatives au contrôle de la circulation pour le contrat. Cependant, l'entrepreneur doit proposer toute mesure supplémentaire de contrôle de la circulation nécessaire à la protection des travailleurs et des usagers de la route pendant la durée du projet.

Au besoin, les personnes responsables du contrôle de la circulation doivent posséder les qualifications requises et pouvoir prouver qu'elles les ont acquises en Colombie-Britannique ou en Alberta.

Un autocollant NPC doit être apposé dans le coin inférieur droit des panneaux de contrôle de la circulation. Cet autocollant sera fourni par le représentant du Ministère.

L'entrepreneur doit présenter un plan détaillé de contrôle de la circulation (avec des schémas détaillés des mesures de contrôle pour chaque situation au cours du projet, le matériel utilisé, etc.) deux semaines avant le début des travaux et le faire approuver par le représentant du Ministère.

Le représentant du Ministère surveillera les mesures de contrôle de la circulation et peut exiger des modifications à ces mesures de temps à autre.

Les articles à prix unitaire 4 et 5 englobent le contrôle de la circulation qui ne doit donc pas faire l'objet d'un paiement distinct. Le paiement doit comprendre la main-d'œuvre, le matériel, les outils et les accessoires nécessaires au contrôle de la circulation pour le contrat.

#### **Article à prix unitaire 7 : traçage de lignes sur la chaussée aux intersections**

Le paiement sera versé au prix unitaire applicable par tracé pour le « **traçage de lignes de peinture aux intersections** ». Ce paiement constituera une rémunération complète pour le travail supplémentaire qu'engendre le traçage des lignes sur la chaussée à ces endroits. Il sera distinct de celui versé pour le traçage de lignes sur la chaussée et s'y ajoutera.

Le paiement pour le traçage de lignes aux intersections ne sera versé que pour les intersections où l'entrepreneur doit tracer des lignes supplémentaires (pour les voies de virage ou les voies d'accélération ou de décélération) et dépendra du nombre de tracés à effectuer à l'intersection. Par exemple, on comptera deux tracés dans le cas d'une autoroute à deux (2) voies et à chaussée unique pour laquelle des lignes supplémentaires sont requises des deux (2) côtés.

Si les intersections sont très près l'une de l'autre (moins de 400 mètres de distance), elles ne comptent que pour une intersection (un [1] tracé ou deux [2] selon la situation). Par exemple, on comptera deux (2) tracés, et NON six (6), dans le cas de trois (3) intersections rapprochées le long d'une autoroute à deux (2) voies et à chaussée unique pour lesquelles des lignes supplémentaires sont requises des deux côtés.

Le paiement pour le traçage de lignes aux intersections sera aussi versé dans le cas des tracés supplémentaires aux postes d'accueil de Parcs Canada. Chaque poste d'accueil comptera pour deux tracés, peu importe le nombre ou la longueur des lignes.

Le paiement pour le traçage de lignes aux intersections ne concerne PAS le traçage des voies pour véhicules lents et des voies de dépassement.

Les paiements seront versés uniquement lorsque les rapports quotidiens sur la production de peinture de la période de paye auront été reçus et approuvés par le représentant du Ministère.

#### **Article à prix unitaire 8 : traçage de lignes sur la chaussée dans les échangeurs**

Le paiement sera versé au prix unitaire applicable par échangeur pour le « **traçage de lignes de peinture dans les échangeurs** ». Ce paiement constituera une rémunération complète pour le travail supplémentaire qu'engendre le traçage des lignes sur la chaussée à ces endroits. Ce paiement sera distinct de celui versé pour le traçage de lignes sur la chaussée et s'y ajoutera. Le prix unitaire pour le traçage de lignes dans les échangeurs s'appliquera sans égard à la taille de l'échangeur.

Les paiements seront versés uniquement lorsque les rapports quotidiens sur la production de peinture de la période de paye auront été reçus et approuvés par le représentant du Ministère.

#### **Article à prix unitaire 9 : marquage en diagonale des îlots et des aires enclavées**

Le paiement sera versé au prix unitaire applicable par mètre carré pour le « **marquage en diagonale jaune ou blanc** ». Ce paiement constituera une rémunération complète pour l'inspection des zones où tracer les lignes, l'entreposage temporaire de la peinture pendant l'application, la manutention et le transport de la peinture entre le lieu de stockage et les chantiers, l'application de la peinture et des billes de verre ainsi que la main-d'œuvre, le matériel, les outils et les accessoires nécessaires à la réalisation des travaux indiqués dans le contrat ou dans tout bon de commande envoyé par Parcs Canada.

Le marquage en diagonale doit être uniforme en épaisseur et exempt d'éclaboussures, de sections trop peintes ou d'autres défauts.

Pour assurer l'uniformité de la couleur et de la réflectance, la peinture et les billes de verre doivent être appliquées de manière uniforme et sans contact entre les billes et la chaussée. Il est recommandé à cette fin d'appliquer environ 0,4 litre de peinture par mètre carré et 600 grammes de billes de verre par litre de peinture.

Les paiements seront versés uniquement lorsque les rapports quotidiens sur la production de peinture de la période de paye auront été reçus et approuvés par le représentant du Ministère.

Aucun paiement ne sera versé pour le marquage en diagonale effectué un jour où les critères d'acceptation n'ont pas été atteints.

Aucun paiement ne sera versé pour le marquage en diagonale mal fait.

L'entrepreneur doit proposer des mesures temporaires de contrôle de la circulation conformes aux politiques et aux lignes directrices actuelles de l'Alberta ou de la Colombie-Britannique en matière de contrôle temporaire de la circulation dans les chantiers mobiles, et appropriées pour protéger les travailleurs et les usagers de la route pendant la durée du projet.

Les sections 7, Matériel, et 8, Procédures, du présent document énoncent certaines des exigences relatives au contrôle de la circulation pour le contrat. Cependant, l'entrepreneur doit proposer toute mesure supplémentaire de contrôle de la circulation nécessaire à la protection des travailleurs et des usagers de la route pendant la durée du projet.

Un autocollant NPC doit être apposé dans le coin inférieur droit des panneaux de contrôle de la circulation. Cet autocollant sera fourni par le représentant du Ministère.

L'entrepreneur doit présenter un plan détaillé de contrôle de la circulation (avec des schémas détaillés des mesures de contrôle pour chaque situation au cours du projet, le matériel utilisé, etc.) deux semaines avant le début des travaux et le faire approuver par le représentant du Ministère.

Le représentant du Ministère surveillera les mesures de contrôle de la circulation et peut exiger des modifications à ces mesures de temps à autre.

L'article à prix unitaire 8 englobe le **contrôle de la circulation**, qui ne doit ainsi pas faire l'objet d'un paiement distinct. Le paiement doit comprendre la main-d'œuvre, le matériel, les outils et les accessoires nécessaires au contrôle de la circulation pour le contrat.

## **12. Garantie**

La période de garantie des travaux exécutés devrait être de 60 jours.

## **13. Entreposage du matériel**

L'entrepreneur pourra entreposer du matériel servant au contrat et effectuer des travaux d'entretien mineurs aux blocs de services d'entretien de Parcs Canada suivants :

bloc des services d'entretien du parc Banff;  
aire d'entretien de la jonction Castle;  
bloc des services d'entretien de Lake Louise;  
bloc des services d'entretien de l'anse McKay du parc Kootenay (Radium);  
bloc des services d'entretien du col Rogers du parc des Glaciers;  
bloc des services d'entretien du parc Jasper.

Certaines conditions peuvent s'appliquer à l'utilisation de ces blocs par l'entrepreneur; ce dernier doit rédiger avant le début du contrat un plan d'action où il explique les blocs qu'il compte utiliser, la durée de leur utilisation et le matériel qui y sera entreposé. Ce plan doit être soumis à l'approbation du représentant du Ministère. Parcs Canada n'est pas responsable du matériel entreposé sur sa propriété.

Chaque année du contrat, l'entrepreneur doit entretenir chaque bloc utilisé pour le projet et renouveler sa demande.

Chaque année du contrat, l'entrepreneur sera responsable du nettoyage complet et rapide de tout déchet et dégât et devra se départir des conteneurs conformément aux directives du représentant du Ministère.

## **14. Information sur le transport des marchandises dangereuses**

L'entrepreneur devra effectuer les travaux en respectant la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* et la réglementation sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT). Tout le matériel intégré au projet doit se conformer à la législation et à la réglementation en vigueur.

## **15. Surveillance**

- a) L'entrepreneur doit avoir sur place un surintendant et des adjoints à la supervision pour chaque équipe en tout temps, lesquels seront disponibles pour les rencontres sur l'état des travaux, les inspections et la réception des directives du représentant du Ministère.
- b) Un calendrier à jour des travaux doit être accessible en tout temps.

## **16. Qualifications de l'équipe**

- a) L'entrepreneur doit prévoir une équipe et des superviseurs qui ont une expérience et qui sont qualifiés en traçage de lignes aux fins du contrat.
- b) L'entrepreneur doit prévoir du personnel qualifié en contrôle de la circulation ou faire appel à un sous-traitant qualifié.

## **17. Exécution des travaux**



- a. L'entrepreneur doit réaliser les travaux de manière rapide et efficace. Le représentant du Ministère se réserve le droit d'exiger qu'on retire de l'équipe tout employé de l'entrepreneur qui ne travaille pas de manière rapide et efficace. Le représentant appliquera rigoureusement cette règle.
- b. Le représentant du Ministère se réserve aussi le droit d'exiger l'enlèvement de tout élément qui ne fonctionne pas bien et qui n'est pas en bon état; l'entrepreneur doit alors remédier sans délai à la situation ou remplacer l'élément défectueux par un équivalent dans les 48 heures.

**18. Réunion initiale**

Chaque année du contrat, une réunion initiale se tiendra sur place avant le début des travaux. Le représentant du Ministère fixera l'heure et la date de cette réunion après l'attribution du contrat.

**19. Séance d'information sur l'environnement pour les travailleurs affectés au projet**

Chaque année du contrat, l'entrepreneur devra réunir son équipe en vue d'une séance d'information sur l'environnement donnée par le représentant du Ministère. Cette séance durera une demi-heure et se tiendra au début de l'année. L'entrepreneur doit veiller à ce que tout son personnel soit présent. Le représentant du Ministère et l'entrepreneur conviendront de la date et de l'endroit de la séance. Les articles à prix unitaire englobent le coût de participation à la séance qui ne doit donc pas faire l'objet d'un paiement distinct.

**20. Réglementation relative aux parcs nationaux**

L'entrepreneur veillera à ce que tous les travaux soient exécutés conformément à la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*.

Les permis commerciaux nécessaires doivent être achetés dans les parcs nationaux Jasper, Banff (pour Banff et Kootenay), du Mont-Revelstoke, des Glaciers ainsi que dans le secteur de Lake Louise (pour Lake Louise et le parc national Yoho).

Chaque année du contrat, il faut obtenir un laissez-passer de véhicules de Parcs Canada à pour tous les véhicules commerciaux et privés de l'entrepreneur. Ces laissez-passer seront fournis par le représentant du Ministère.

**21. Campement pour l'entrepreneur**

L'entrepreneur ne pourra pas camper dans les parcs nationaux.

**22. Élimination des déchets**

L'entrepreneur doit éliminer tous les déchets (peinture, pots, billes, etc.) à un emplacement à l'extérieur des parcs nationaux. Aucun paiement distinct n'est versé pour l'élimination des déchets. Le contrat englobe le coût d'élimination des déchets.

**23. Taxes et permis**

L'entrepreneur doit inclure dans sa soumission les taxes à percevoir conformément aux lois et règlements applicables (fédéraux, provinciaux et municipaux), y compris celles s'appliquant à l'obtention des permis commerciaux.

**24. Environnement et esthétique**

- a) L'entrepreneur est prié de consulter la sous-section 1 de la section 3 pour savoir ce qu'il doit respecter sur le plan environnemental pour le contrat. Aucun paiement distinct ne sera versé étant donné que ce travail fait partie intégrante des articles du contrat.
- b) La non-application des mesures de protection de l'environnement énoncées dans le présent document pourrait entraîner la suspension des travaux jusqu'à ce que le problème soit corrigé ainsi que des accusations à l'endroit des employés fautifs en vertu de la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*.
- c) L'entrepreneur doit faire l'entretien de son matériel avant d'entrer dans les parcs nationaux. Cet entretien doit être effectué dans les zones approuvées à cet effet du chantier. L'huile usés, ainsi que les cartouches de filtre et les autres produits usagés, doivent être éliminés à l'usine de traitement des déchets industriels la plus proche.
- d) Tous les réservoirs contenant du carburant ou du pétrole doivent se trouver loin des cours d'eau, que l'eau soit courante ou stagnante. Il faut construire une berme étanche autour des réservoirs et de tout autre lieu sujet à des déversements. Les bermes doivent pouvoir recueillir 110 % du contenu du réservoir.
- e) L'entrepreneur doit conserver sur place un nombre suffisant de trousse de lutte contre les déversements pour gérer tout éventuel déversement.